

Ce que nous voulons expliquer dans ce tract c'est que ces idées d'extrêmedroite ne reposent sur aucune donnée réelle. Elles manipulent des peurs pour que l'extrêmedroite arrive au pouvoir. Leur seul « fondement » est le racisme.

Les idées fausses de l'extrême droite sur l'immigration

Lors de la convention que ses partisans ont organisé à Paris le 28 septembre pour tisser des liens entre droite et extrême-droite, Marion Maréchal, petite-fille de Jean-Marie Le Pen et nièce de Marine Le Pen, a déclaré que le « premier grand défi » sur lequel se jouera la place de la France au 21e siècle est « le grand remplacement », synonyme d'un « grand ensauvagement d'une société multiculturelle ». C'est dire que pour la droite radicale être Français ne se définit pas par la citoyenneté mais par la couleur de la peau. En conséquence, elle réclame l'arrêt de l'immigration et propose même la « remigration ». Ses militants se font passer pour policiers pour rejeter les migrants, comme dans les Alpes en 2018.

Il nous semble particulièrement nécessaire de déconstruire ces idées car elles gagnent du terrain, jusqu'à influencer la politique du gouvernement comme l'a montré le discours d'Emmanuel Macron du 16 septembre qui a donné lieu à un débat nauséabond au Parlement en octobre. Et il ne s'agit pas que de discours : il a fallu un mort pour que, à Saint-Herblain, l'Etat accepte de reloger des migrants qui ont vécu de trop nombreux mois dans des conditions inhumaines au sein d'un gymnase désaffecté, alors que c'était son devoir, au regard de la loi, de les loger dans des conditions décentes!

D'abord qui sont les migrants ? Ce sont des personnes, autant des femmes que des

hommes, des adultes comme des enfants, qui résident dans un pays étranger, quelles que soient les causes, volontaires (recherche d'une vie meilleure) ou involontaires dans le cas des réfugiés et des demandeurs d'asile (qui sont 26 millions dans le monde soit 10% du total des migrants). Ces migrations résultent en bonne part des politiques menées par les pays développés dont la France : ventes d'armes qui alimentent les guerres dans leurs pays, dérèglements climatiques, largement issus de l'économie de marché capitaliste, et pillages des ressources économiques de pays en développement (extractions minières et d'énergie fossile, utilisation des terres agricoles fertiles...).

1ère idée fausse : invasion et grand remplacement ?

- Avec 120 000 demandes d'asile en 2018, sommes-nous débordés et trop attractifs (aide médicale d'Etat, regroupement familial) comme si les demandeurs d'asile étaient des profiteurs ?
- Ce diagnostic de départ est complètement erroné. En effet, le nombre de demandeurs d'asile rapporté à 1 million d'habitants ne place pas la France au 1^{er} rang européen mais au 11^e. Et même au 15^e au regard de la richesse par habitant. Finalement si on prend en compte les demandes d'asile acceptées, la France n'est qu'au 16^e rang.
- La hausse des demandes d'asile en 2018 ne fait que nous rapprocher de la moyenne européenne. Conclusion : l'idée que notre système légal ou social serait très attractif pour les migrants tombe à l'eau!
- Prenons l'exemple de l'AME (aide médicale d'Etat) : elle coûterait des milliards selon l'extrême droite. La réalité est toute autre. L'accès à l'AME est restreint aux seuls étrangers en situation irrégulière, sous conditions de ressources et présents sur le territoire depuis plus de 3 mois. Les remboursements sont limités au tarif de base de la sécu, avec parfois un reste à charge dissuasif et excluent tous soins de « luxe ». L'essentiel sert à soigner des pathologies comme la tuberculose, le SIDA, ou à faire accoucher par césarienne. Ceci ne pèse que 0, 5% des dépenses totales de santé soit moins d'un milliard d'euros en 2019. La droite a déjà essayé de réduire l'accès à l'AME en 2011... avec pour résultat une augmentation de la dépense, l'état des patients s'étant aggravé! La protection sanitaire des migrants est en réalité un enjeu de santé publique qui concerne toute la population!

2ème idée fausse : l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte.

Sept arguments permettent de déconstruire cette idée :

- Le marché du travail est segmenté : les migrants ne sont pas en réalité en concurrence avec les nationaux.
- Certains secteurs sont interdits aux travailleurs étrangers hors UE (fonction publique, architecte, vétérinaires, buralistes...).
- La concurrence entre travailleurs existe entre migrants, les derniers venus occupant les emplois les plus pénibles et les moins payés surtout s'ils sont en situation irrégulière.
- Certains métiers ont besoin d'une main d'œuvre immigrée car ils manquent de monde, cette situation ne faisant que s'aggraver (médecins, construction, maintenance informatique, hôtellerie, aides à la personne...).
- Les migrants arrivant à l'âge adulte n'ont rien coûté en terme de formation à la France.
- Les migrants payent des impôts (directs et indirects comme la TVA) et consomment, ce qui fait tourner l'économie.
- Une partie des migrants repart à l'âge de la retraite vers leurs pays d'origine ce qui fait baisser les coûts liés à leur grand âge.

Finalement l'immigration contribue pour un solde positif de près de 4 milliards d'euros au budget de l'Etat.

3^{ème} idée fausse : il est possible d'arrêter l'immigration en fermant les frontières. C'est la réponse classique de l'extrême droite.

- Pourtant les politiques de répression et de militarisation des frontières n'ont eu que peu d'effet depuis 30 ans.
- La fermeture des frontières est contraire au droit dans les cas de l'asile, du regroupement familial et des mineurs isolés qui doivent être pris en charge jusqu'à leur majorité.
- La fermeture des frontières est coûteuse et difficile à réaliser car les pays d'origine refusent souvent de reconnaître les reconduits comme leurs nationaux.

4ème idée fausse : l'aide publique au développement des pays pauvres coûte très cher.

- En réalité, ce sont les migrants qui créent du développement en transférant des fonds vers leurs familles et les régions de départ (près de 530 milliards de dollars/an soit **3 fois le montant de l'aide publique au développement).**
- D'autre part, les entreprises françaises, notamment, font des profits considérables en créant des infrastructures dans les pays en développement (réseaux d'assainissement, liaisons ferroviaires...).

En conclusion, la France et l'Europe sont des sociétés multi culturelles ; c'est une réalité, pas un danger. Une réalité, porteuse de progrès économique et d'enrichissement culturel.

Le vrai danger, c'est l'extrême droite autoritaire et xénophobe!

Octobre 2019 - imp. CGT 44 - Ne pas jeter sur la voie publique